



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Inter Rhône Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Inter Rhône Association

6 Rue des 3 Faucons - CS 90513 - 84024 Avignon Cedex 1

KPMG SA, société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Inter Rhône Association

6 Rue des 3 Faucons - CS 90513 - 84024 Avignon Cedex 1

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Inter Rhône,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Inter Rhône relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 4 juin 2025

KPMG SA

Pierre Gaultier

Associé

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	630 968	580 223	50 745	58 178
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	51 450		51 450	51 450
	Constructions	8 236 232	6 668 205	1 568 027	1 833 053
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	887 808	782 457	105 350	158 361
	Autres immobilisations corporelles	906 161	857 682	48 479	96 360
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes	91 592		91 592	91 592
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	484 822		484 822	482 322
ACTIF CIRCULANT	Créances rattachées à des participations	4 095 037		4 095 037	4 114 092
	Autres titres immobilisés	36 744		36 744	35 682
	Prêts	212 049		212 049	198 803
	Autres immobilisations financières	2 492		2 492	4 663
	TOTAL (I)	15 635 354	8 888 567	6 746 787	7 124 556
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
COMPTES DE REGULARISATION	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	200		200	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 847 750	975 064	4 872 687	4 020 120
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	4 747 777		4 747 777	4 327 362
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	557 000		557 000	557 000
	DISPONIBILITES	4 746 683		4 746 683	6 611 042
	Charges constatées d'avance	470 276		470 276	585 258
	TOTAL (II)	16 369 687	975 064	15 394 623	16 100 783
TOTAL ACTIF (I à V)	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)	201		201	
		32 005 242	9 863 631	22 141 611	23 225 339
(1) dont droit au bail				20 182	28 095
(2) dont à moins d'un an				606 696	624 208
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	13 211 555	14 215 910
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(252 319)	(1 004 355)
	Total des fonds propres (situation nette)	12 959 236	13 211 555
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 976	5 604
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	2 976	5 604
	Total des fonds propres	12 962 212	13 217 159
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	470 201	470 000
	Provisions pour charges	539 214	761 533
	Total des provisions	1 009 415	1 231 533
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 156 185	3 758 948
	Emprunts et dettes financières divers	8 712	5 445
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	600	1 903
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 430 277	3 105 905
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 115 181	1 277 957
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 131	
	Autres dettes	424 857	626 490
	Produits constatés d'avance	42	
	Total des dettes	8 169 984	8 776 648
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	22 141 611	23 225 339
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(252 318,84)	(1 004 355,30)
	(1) Dont à moins d'un an	5 621 685	5 618 560
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	12 869 465	12 914 072
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 764 407	3 359 587
	dont parrainages	4 500	
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 940 104	4 400 787
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 122 469	933 370
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	117 625	141 215
Total des produits d'exploitation		19 814 070	21 749 030
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	3 038	18 121
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	15 247 263	17 346 937
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	220 221	187 040
	Salaires et traitements	2 276 600	2 653 564
	Charges sociales	1 078 108	1 221 710
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 371 035	1 303 672
	Dotation aux provisions	201	
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	38 993	75 590
Total des charges d'exploitation		20 235 459	22 806 633
RESULTAT D'EXPLOITATION		(421 389)	(1 057 604)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(421 389)	(1 057 604)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	992	1 759
	Autres intérêts et produits assimilés	92 243	64 071
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		961
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		93 235	66 791
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	48 095	54 394
	Différences négatives de change		62
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		48 095	54 457
RESULTAT FINANCIER		45 140	12 334
RESULTAT COURANT avant impôts		(376 248)	(1 045 269)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 572	39 619
	Sur opérations en capital	168 178	2 270
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		80 000
	Total des produits exceptionnels	170 750	121 889
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	510	338
	Sur opérations en capital	46 310	80 637
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	46 820	80 975
RESULTAT EXCEPTIONNEL		123 930	40 914
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		20 078 055	21 937 710
TOTAL DES CHARGES		20 330 374	22 942 065
EXCEDENT ou DEFICIT		(252 319)	(1 004 355)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXES

Règles et Méthodes Comptables

Introduction

Le bilan de l'exercice présente un total de **22 141 611** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **20 078 055** euros et un total **charges** de **20 330 374** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-252 319** euros.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice ouverts le **01/01/2024** et clôturés le **31/12/2024**, ayant une durée de **12** mois.

Ces comptes annuels ont été établis le 30 avril 2025 par le conseil d'administration.

Activité de l'association

Inter Rhône rassemble les professionnels de la viticulture et du négoce de la Vallée du Rhône. Elle coordonne les actions promotionnelles, économiques et techniques des vins des AOC de la région : Côtes du Rhône (régional, villages ou Crus), des Costières de Nîmes, Clairette de Bellegarde, Luberon, Ventoux, Grignan les Adhémar, Côtes du Vivarais, Duché d'Uzès, Château-Grillet, Crémant de Die, Clairette de Die, Chatillon en Diois, Coteaux de Die, des vins doux naturels Muscat de Beaumes de Venise et Rasteau et des Eaux de vie de vins des Côtes du Rhône (ou Fine des Côtes du Rhône).

L'interprofession agit selon trois principes fondamentaux : la représentativité des familles professionnelles, l'équilibre paritaire entre le négoce et la production et l'unanimité pour toute décision majeure. Inventive et responsable, Inter Rhône s'engage aux cotés de ses adhérents.

Une stratégie de communication ciblée

Pour promouvoir ses vins, l'interprofession développe une stratégie de communication propre à chaque marché en fonction des habitudes de consommation et des réseaux de distribution... Sa mission est de faire découvrir et valoriser toutes les richesses des AOC de la Vallée du Rhône en France et à l'étranger. Elle crée et finance - pour le compte des différentes appellations - des actions de promotion ou des campagnes de publicité, à destination du grand public et des professionnels de la distribution, de la restauration et des cavistes.

Des actions de promotion pour découvrir les AOC

Inter Rhône organise des animations dans les enseignes de distribution, des dégustations commentées et des formations. Elle favorise également la rencontre avec les professionnels et le grand public en organisant, ou participant à de nombreux salons et événements internationaux. En France, enfin, elle est fortement impliquée dans la création d'une offre œnotouristique riche et de qualité, à travers les routes des vins, une « Charte d'accueil au Caveau » et la mise en place de formations pour ses vignerons.

Règles et Méthodes Comptables

Des travaux de recherche dédiés à la qualité

Enfin, elle offre un véritable appui technique au vignoble de l'AOC : équipées d'un laboratoire performant, ses équipes d'experts mènent des travaux de recherche techniques, scientifiques et œnologiques, avec pour seul objectif d'améliorer sans cesse la qualité des vins de l'AOC.

Ces travaux de R&D ont pris fin au 1er avril 2024 lors de la cession de cette activité au profit de la SAS INSTITUT RHODANIEN.

Autres informations

L'association ne perçoit pas de dons en nature, n'a pas de prestations en nature, ni de bénévolat. Elle n'a pas de mise à disposition gratuite de biens, ni de secours en nature, ni de personnel bénévole.

Principes comptables, méthodes d'évaluation et comparabilité des comptes

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29 novembre 1983 ainsi que le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice et des dispositions spécifiques aux associations et fondations prévues au règlement ANC 2022-04 et ANC 2018-06 modifié par le règlement ANC 2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui sont :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, exception de la présentation des états financiers,
- Indépendance des exercices

Elles sont, de plus, appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté au cours de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Faits marquants de l'exercice

Cession de la branche complète d'activité R&D à la filiale SAS INSTITUT RHODANIEN pour un montant de 163.050 euros au 1er avril 2024.

Evenements significatifs postérieurs à la clôture

Pas d'événements significatifs postérieurs à la clôture.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels, les marques, les licences. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Depuis le 1er janvier 2005, les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition tandis que les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

Les logiciels font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue, de 12 mois à 5 ans.

L'analyse de ces actifs n'a pas mis en évidence d'éléments nécessitant une dépréciation en complément des amortissements.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Depuis le 1er janvier 2005, les frais accessoires sont incorporés au coût d'acquisition tandis que les frais d'acquisition sont comptabilisés en charges.

L'association fait application des dispositions du CRC 2002-10, relatives à l'amortissement selon la durée d'utilisation des biens et non selon les usages, pour toutes ses nouvelles acquisitions depuis le 1er janvier 2005.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire selon les plans suivants :

- Constructions,	Linéaire 30 ans,
- Agencements et aménagements,	Linéaire 5 à 10 ans,
- Matériel Cave,	Linéaire 5 ans,
- Matériel laboratoire,	Linéaire 4 à 10 ans,
- Matériel audiovisuel,	Linéaire 4 à 5 ans,
- Agencement divers,	Linéaire 5 à 10 ans,
- Matériel de transport, bureau et informatique,	Linéaire 3 à 5 ans,
- Mobilier de bureau,	Linéaire 10 ans,

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations financières

Acquisition antérieure au 1er janvier 2005 :

En vertu des dispositions antérieurement applicables au 1er janvier 2005, les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Acquisition postérieure au 1er janvier 2005 :

Les titres de participations sont évalués aux prix pour lesquels ils ont été acquis.

Eu égard aux dispositions prévues par les articles 321-10 et 321-15 du PCG, l'association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition des immobilisations financières des frais d'acquisition tels que les droits de mutations, honoraires, commissions, frais d'actes et autres frais visés dans l'avis n°2006 du 7 juin 2006 du comité d'urgence du conseil national de la comptabilité.

A l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Dépréciation :

Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participations est inférieure à la valeur brute desdits actifs, il est constitué une provision pour dépréciation.

La valeur d'inventaire est calculée à partir de différentes méthodes faisant référence à des transactions et/ou à des valeurs patrimoniales et de rentabilité afin d'apprécier l'opportunité de constituer une provision pour dépréciation.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients de plus de 6 mois font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 50% et les créances clients supérieures à 1 an font l'objet d'une dépréciation à hauteur de 100%.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement comprennent principalement des valeurs de placement qui sont enregistrées à leur coût historique d'acquisition.

Règles et Méthodes Comptables

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour atteindre son obligation.

Les provisions devenues sans objet au cours de l'exercice sont rapportées au résultat.

Des écarts de conversion actifs sont enregistrés pour 201 euros. En l'absence de couverture de change, une provision pour risques a été constituée pour 201 euros.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement s'élèvent à 16 873 €. Le montant des subventions d'investissements rattachées atteint 13 897 €. La quote part rattachée au compte de résultat de l'exercice 2024 s'élève à 2 628 €.

Honoraires du Commissaire aux Comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est ventilé comme suit :

- Honoraires KPMG au titre du contrôle légal des comptes : 30 000 euros HT
- Honoraires KPMG au titre des conseils et prestations : 1 750 euros HT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	641 826		17 750		28 609	630 968
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	641 826		17 750		28 609	630 968
CORPORELLES	Terrains	51 450					51 450
	Constructions sur sol propre	5 699 570					5 699 570
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	2 507 717		28 945			2 536 662
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 148 059		7 662		267 914	887 808
	Instal., agencement, aménagement divers	262 368		1 755			264 123
	Matériel de transport	42 057				24 872	17 185
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	666 413		12 817		54 378	624 853
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	91 592		3 067	3 067		91 592
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 469 226		54 246	3 067	347 163	10 173 242
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	4 596 414		59 483	76 038		4 579 859
	Autres titres immobilisés	35 682		1 062			36 744
	Prêts et autres immobilisations financières	203 466		21 538		10 463	214 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 835 562		82 083	76 038	10 463	4 831 144
TOTAL		15 946 615		154 079	79 105	386 235	15 635 354

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	583 649	25 183	28 609	580 223
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	583 649	25 183	28 609	580 223
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	4 684 913	173 621		4 858 534
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	1 689 320	120 350		1 809 671
	Instal technique, matériel outillage industriels	989 698	42 589	249 829	782 457
	Autres instal., agencement, aménagement divers	244 478	5 298		249 776
	Matériel de transport	40 878	426	24 118	17 185
	Matériel de bureau, mobilier	589 122	28 504	26 906	590 720
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 238 410	370 788	300 853	8 308 345
TOTAL		8 822 058	395 971	329 462	8 888 567

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	470 000			470 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités		201		201
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	761 533		222 319	539 214
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 231 533	201	222 319	1 009 415
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	890 386	975 064	890 386	975 064
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	890 386	975 064	890 386	975 064
TOTAL GENERAL		2 121 918	975 264	1 112 704	1 984 478
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			975 264	1 112 704	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	4 095 037		4 095 037
	Prêts	212 049	18 690	193 359
	Autres immobilisations financières	2 492	1 492	1 000
	Clients, usagers douteux ou litigieux	633 799	27 102	606 696
	Autres créances clients, usagers	5 213 952	5 213 952	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 005	1 005	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 416	1 416	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	458 199	458 199	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	55 358	55 358	
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	4 231 799	4 231 799	
	Charges constatées d'avance	470 276	470 276	
	TOTAL DES CREANCES	15 375 381	10 479 289	4 896 093
	Prêts accordés en cours d'exercice	9 600		
	Remboursements obtenus en cours d'exercice	30 308		
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	3 156 185	608 486	1 120 552	1 427 147
	Emprunts et dettes financières divers	8 712	8 712		
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 430 277	3 430 277		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	202 125	202 125		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	369 154	369 154		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	506 013	506 013		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	37 888	37 888		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 131	34 131		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	424 857	424 857		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	42	42		
	TOTAL DES DETTES	8 169 384	5 621 685	1 120 552	1 427 147
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	602 763			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	14 215 910		1 004 355	13 211 555
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	(1 004 355)	1 004 355	252 319	(252 319)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	5 604		2 628	2 976
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification				
Dépenses non opposables au tiers financeurs				
TOTAL	13 217 159	1 004 355	1 259 302	12 962 212

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Produits à recevoir

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		1 290 651
Autres immobilisations financières <i>AUTRES CREANCES IMM INT COURUS</i>	992	992
Autres créances clients <i>CLIENTS - FACTURES A ETABLIR</i>	1 278 106	1 278 106
Autres créances <i>FRS - AVOIRS A RECEVOIR</i> <i>AUTRES CHARGES A PAYER DEPLACEMENT</i> <i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	9 441 51 2 061	11 553

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		1 114 714
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		801 926
FOURN. FACTURES NON PARVENUES	801 926	
Dettes fiscales et sociales		309 056
DETTE PROV. CONGES PAYES	196 018	
CHARGES SUR CONGES A PAYER	88 373	
ORGANISMES - PROD. A RECEVOIR	831	
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	8 312	
ETAT - TAXE SUR LES SALAIRES	15 522	
Autres dettes		3 732
RRR A ACCORDER & AVOIRS ETABLIS	397	
CHARGES A PAYER	3 335	

Charges et Produits constatés d'avance

31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION	470 276	42
Charges et Produits FINANCIERS		
Charges et Produits EXCEPTIONNELS		
TOTAL	470 276	42

Produits et Charges exceptionnels

		31/12/2024
Total des produits exceptionnels		170 750
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 572
<i>RENTREES SUR CREANCES AMORTIES</i>	<i>1 186</i>	
<i>PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS</i>	<i>1 386</i>	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		168 178
<i>PROD.CESSIONS D'ELEMENTS ACTIF</i>	<i>165 550</i>	
<i>QUOT.PART SUB.INV.MAT.LABO.</i>	<i>2 628</i>	
Total des charges exceptionnelles		46 820
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		510
<i>PENALITES, AMENDES FISCALES ET</i>	<i>211</i>	
<i>AUTRES CHARG. EXEPT./OPERAT.GE</i>	<i>299</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		46 310
<i>VNC ELEMENTS D'ACTIF CEDES</i>	<i>46 310</i>	
Résultat exceptionnel		123 930

Filiales et participations

31/12/2024	Capitaux propres	Quote-part détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. Renseignements détaillés			
1. Filiales (Plus de 50 %)			
SAS INSTITUT RHODANIEN	201 230	60,00	39 435
2. Participations (10 à 50 %)			
SC RHONE FILIERE INVEST	1 097 472	35,97	(3 550)
SCIA CARRE DU PALAIS	10 003	33,42	3
SCI CALVET DE LA PALUN	(39 900)	24,00	(972)
SAS LABORATOIRES DUBERNET RHONE	213 367	5,00	(44 277)
B. Renseignements globaux			
1. Filiales non reprises en A.			
a) françaises			
b) étrangères			
2. Participations non reprises en A.			
a) françaises			
b) étrangères			

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		28	
	Professions intermédiaires		17	
	Employés		7	
	Ouvriers			
	TOTAL		52	

--

Engagements financiers

	31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE SUR PRET CREDIT AGRICOLE PROMESSE D'HYPOTHEQUE SUR PRET CIC		1 039 715 365 301 1 405 016	
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés IDR			
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		1 405 016	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Nombre d'heures de DIF acquis à la clôture de l'exercice :

Nombre d'heures de DIF pris au cours de l'exercice :

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2024
Emprunts	HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE	CREDIT AGRICOLE	1 400 000	1 039 715
Emprunt	PROMESSE D'HYPOTHEQUE	CIC	700 000	365 301
		TOTAL	2 100 000	1 405 016

